

2.1 Environnement

Sur la période 1998 et 2008, les différents types de protection des espaces naturels progressent en nombre et en surface. Si la hausse des surfaces protégées réglementairement est importante en outre-mer, elle est moins marquée en métropole où elle est principalement due à la création de réserves naturelles. Parallèlement, le succès des **parcs naturels régionaux** explique la progression des surfaces sous protection contractuelle. Quant au **réseau Natura 2000**, après un début difficile, il couvre aujourd'hui 12,5 % du territoire métropolitain.

Pour autant, la première évaluation des habitats et espèces d'intérêt communautaire révèle une situation préoccupante dans les domaines biogéographiques atlantique et continental, tant au niveau de la faune que de la flore et de la conservation des habitats. Parmi les vertébrés, les amphibiens sont les plus menacés, alors que les mammifères, hors chauves-souris, sont dans le meilleur état de conservation. Le loup et le lynx continuent de progresser. En vingt ans, les effectifs d'oiseaux ont diminué de 10 % en métropole mais les ongulés sauvages ont progressé dans les forêts et montagnes. Chez les invertébrés, la situation est très défavorable pour les crustacés et les mollusques. Parmi les insectes, les papillons et les libellules sont les plus fragilisés.

En 2008, les activités de **protection de l'environnement** engendrent une dépense estimée à 44 milliards d'euros. Les dépenses de gestion des déchets et des eaux usées représentent 62 % de ces dépenses. La dépense de protection de l'environnement (+ 4,1 % en

2009) progresse plus vite que le produit intérieur brut (+ 2,9 %). Elle représente 2,25 % du PIB en 2008. Les plus fortes hausses concernent l'administration générale, la protection de l'air, du sol et des eaux. La part des administrations publiques dans le financement s'accroît et atteint 36 % de la dépense totale. La **dépense de gestion des ressources naturelles** (adduction en eau potable et récupération de matière) représente 14 milliards d'euros (+ 5,2 %). La production des **éco-activités** s'élève à 62,5 milliards d'euros et continue d'augmenter fortement (+ 7,8 %).

En 2009, les sols agricoles représentent encore plus de la moitié du territoire. Les espaces dits naturels en occupent plus du tiers. Parmi eux, la forêt ne semble plus gagner de terrain. Entre 2006 et 2009, les sols artificialisés accélèrent leur avancée, le taux d'artificialisation du territoire est passé de 8,4 à 8,8 %, soit 86 000 hectares par an.

Dans l'Union européenne à 27, chaque habitant a généré en moyenne 524 kg de déchets municipaux en 2008, quantité pratiquement stable depuis 2000. 40 % de ces déchets ont été mis en décharge, 20 % incinérés, 23 % recyclés et 17 % compostés. En Autriche, en Allemagne et aux Pays-Bas, ce sont entre 60 % et 70 % des déchets municipaux qui ont été recyclés ou compostés. La France se situe juste au-dessus de la moyenne européenne avec 543 kg de déchets alors qu'au Danemark, un habitant génère plus de 800 kg de déchets municipaux par an. ■

Définitions

Biodiversité : définie par la Convention sur la diversité biologique comme la variabilité des êtres vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie. Cela comprend la diversité au sein des espèces ainsi que celle des écosystèmes. Le concept de biodiversité concerne donc toutes les composantes et les variations du monde vivant. Les scientifiques distinguent trois niveaux d'organisation : la diversité écologique (les écosystèmes), la diversité spécifique (les espèces) et la diversité génétique (les gènes).

Convention de Ramsar, dépense de gestion des ressources naturelles, dépense de protection de l'environnement, éco-activités, parc national, parc naturel régional, réseau Natura 2000, réserve naturelle : voir la rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les investissements pour le traitement des eaux usées résistent bien en 2009 », *Agreste Primeur* n° 249, novembre 2010.
- « L'artificialisation atteint 9 % du territoire en 2009 », *Agreste Primeur* n° 246, juillet 2010.
- « L'environnement en France », *Références*, édition 2010, SOeS, juin 2010.
- « L'économie de l'environnement en 2008 », rapport de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement, édition 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Occupation physique du territoire

en milliers d'hectares

	1990	2000	2009
Sols bâtis	858	825	835
Sols revêtus ou stabilisés	1 440	1 684	2 306
Autres sols artificialisés	1 077	1 577	1 705
Sols cultivés	22 866	19 268	18 782
Sols boisés	15 554	16 833	17 000
Landes, friches, maquis, garrigues	2 603	2 320	2 859
Surfaces toujours en herbe	8 552	10 462	9 511
Sols nus naturels	895	849	968
Zones sous les eaux	934	976	896
Zones interdites	140	125	56
Total	54 919	54 919	54 919
dont surfaces artificialisées (en %)	6,1	7,4	8,8

Note : les évolutions sont à étudier avec précaution car les enquêtes successives présentent des ruptures de série.

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, enquêtes Teruti et Teruti-Lucas.

Dépenses liées à l'environnement

en millions d'euros courants

	2000 (r)	2005 (r)	2008 (p)
Air	1 619	2 064	3 030
Eaux usées	9 978	12 007	13 314
Déchets	9 905	12 803	14 037
Sol, eaux souterraines et de surface	938	1 507	1 741
Bruit	1 260	1 876	2 115
Biodiversité et paysages	1 207	1 467	1 696
Déchets radioactifs	570	693	681
Recherche et développement	2 091	2 839	3 651
Administration générale	1 617	2 543	3 560
Protection de l'environnement	29 185	37 798	43 827
Adduction en eau potable	6 728	8 662	8 628
Récupération	3 406	4 620	5 467
Dépense de gestion des ressources	10 134	13 282	14 095
Espaces verts urbains	2 131	3 222	3 670
Dépense liée à l'environnement	41 450	54 302	61 592

Source : SOeS.

Espaces protégés et gérés en 2010

Types d'espace	Métropole			DOM		
	Nombre	Surface totale en km ²	dont surface en mer	Nombre	Surface totale en km ²	dont surface en mer
Arrêtés préfectoraux de protection de biotope	684	1 430	13	29	324	2
Zones humides au titre de la Convention de Ramsar	29	7 637	669	5	2 743	843
Réserves de biosphère (zone centrale et zone tampon)	8	5 032	338	1	525	45
Sites Natura 2000	1 749	109 394	40 764	///	///	///
dont : ZPS au titre de la directive « Oiseaux » ¹	382	78 342	34 931	///	///	///
propositions de SIC au titre de la directive « Habitats » ²	1 367	73 394	27 072	///	///	///
Parcs nationaux	6	13 103	13	3	38 126	1 327
dont cœurs de parc	6	3 550	13	3	21 465	33
Réserves naturelles nationales	146	1 707	221	11	3 038	164
Réserves naturelles de Corse	6	838	805	///	///	///
Réserves nationales de chasse et de faune sauvage	9	360	66	0	0	0
Réserves biologiques domaniales ou forestières	220	393	///	10	1 274	///
Parcs naturels régionaux (PNR)	44	72 702	19	2	2 860	1
Parc naturel marin	1	3 428	3 425	0	0	0

1. ZPS : Zones de protection spéciale.

2. SIC : Sites d'intérêt communautaire.

Source : SOeS.

Déchets générés et utilisation d'engrais dans l'Union européenne

	Déchets municipaux générés en kg par habitant			Utilisation d'engrais par l'industrie en milliers de tonnes d'ingrédient actif			Déchets municipaux générés en kg par habitant			Utilisation d'engrais par l'industrie en milliers de tonnes d'ingrédient actif			
	2000	2006	2008	2000	2006	2008	2000	2006	2008	2000	2006	2008	
Allemagne	643	563	581	2 743	2 485	2 522	Lettonie	270	411	331	50	66	118
Autriche	581	654	601	216	180	203	Lituanie	363	390	407	153	195	252
Belgique ¹	476	484	493	291	300	285	Luxembourg ¹	658	688	701
Bulgarie	516	446	467	152	148	148	Malte	547	624	696	1
Chypre	680	745	770	14	14	14	Pays-Bas	616	622	622	418	349	343
Danemark	665	741	802	349	296	306	Pologne	316	321	320	1 584	1 686	2 011
Espagne	662	599	575	2 149	1 825	1 939	Portugal	472	454	477	219	167	152
Estonie	440	466	515	35	45	56	Rép. tchèque	334	296	306	331	373	378
Finlande	503	495	522	299	269	265	Roumanie	355	388	382	304	332	332
France	516	538	543	4 145	3 539	3 823	Royaume-Uni	578	587	565	1 764	1 565	1 611
Grèce	408	443	453	456	372	324	Slovaquie	254	301	328	118	128	130
Hongrie	445	468	453	417	484	448	Slovénie	513	432	459	76	90	90
Irlande	603	804	733	599	536	503	Suède	428	497	515	282	233	265
Italie	509	553	561	1 732	1 257	1 380	UE à 27	523	523	524	...	16 933	17 898

1. Les données sur la consommation d'engrais en Belgique et au Luxembourg ne sont pas disponibles séparément.

Note : données estimées.

Source : Eurostat.